



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,  
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 80

Présents : 59

Pouvoirs : 16

**CONSEIL DE TERRITOIRE**  
**SÉANCE DU 23 MAI 2017 À 20H**

**Délibération CT2017/05/23-03 – Instauration du régime indemnitaire de la filière médico-sociale**

**Rapporteur : Michel TEULET, Président**

**DATE DE CONVOCATION** : Mercredi 17 mai 2017

**PRÉSIDENCE** de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

**PRÉSENTS** : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, CRANOLY Rolin, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, EPINARD Serge, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes, MM. BARRAUD Amélie (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), BENTAHAR Abdelkader, BOURICHA Fayçale (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), COPPI Katia (pouvoir à SARDA Patrick), DALLIER Philippe (pouvoir à GAUTHIER Christine), DELORMEAU Christine (pouvoir à JARDIN Anne), DEMUYNCK Christian (pouvoir à TEULET Michel), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), ISCACHE Martine (pouvoir à AUBRY Bénédicte), ITZKOVITCH Ivan, LEMOINE Xavier, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), MARTINACHE François (pouvoir à PELISSIER André), MILOTI Donni (pouvoir à MANTEL Aurélie), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à BORDES Roselyne), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Richard, TORO Ludovic (pouvoir à BAILLY Dominique), VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame CALMEJANE Hélène

Siège | Hôtel de Ville de Noisy-le-Grand - Place de la Libération - 93160 Noisy-le-Grand | [www.grandparisgrandest.fr](http://www.grandparisgrandest.fr)

Siège administratif | 4bis, allée Romain Rolland - 93390 Clichy-sous-Bois | Tél. 01 41 70 39 10 | E-mail : [contact@grandparisgrandest.fr](mailto:contact@grandparisgrandest.fr)

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88,

**VU** la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

**VU** le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 portant attribution d'une indemnité de risques et de sujétions spéciales à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse,

**VU** l'arrêté ministériel du 3 novembre 2006,

**VU** l'avis du Comité technique en date du 19 mai 2017,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer le régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires territoriaux dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**DÉCIDE :**

**Article 1 :** d'instaurer pour les agents de l'EPT à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 relevant du cadre d'emploi des psychologues territoriaux l'indemnité de risques et de sujétions spéciales des psychologues territoriaux (IRSSP).

Les montants annuels de référence sont fixés par arrêté ministériel. Le montant de référence annuel est de 3450 euros en date du 1<sup>er</sup> janvier 2006.



Le Président fixera par arrêté le montant individuel attribué à chaque agent en respectant le crédit global et le montant individuel maximum soit 150% du montant de référence fixé par les textes. Le montant individuel est fixé en fonction des critères suivants :

Il sera tenu compte de la manière de servir de l'agent évaluée selon les critères suivants :

- selon la manière de servir de l'agent, son investissement et son assiduité
- l'expérience professionnelle (traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualification, des efforts de formation)
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, défini par exemple dans le tableau des emplois de la collectivité.

#### **Article 2 : Bénéficiaires**

Bénéficiaire du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

#### **Article 3 : Modalités de versement**

Ces primes sont versées mensuellement. Leur montant est proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel et à temps non complet.

#### **Article 4 : Sort des primes en cas d'absence**

Les primes définies ci-dessus suivront le sort du traitement en cas de maladie ordinaire, en cas de congé pour accident de service, de trajet ou maladie professionnelle, de congé pour maternité ou pour adoption et de congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie ou temps partiel thérapeutique, ces primes sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement.

#### **Article 5 : Maintien à titre personnel**

Le montant mensuel ou annuel dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place de ce régime indemnitaire.

**DÉCIDE** d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des différentes primes dans le respect des principes définis ci-dessus.

**DIT** que la dépense est prévue au budget principal et au budget assainissement.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 23/05/2017.*

Le Directeur général des services,  
par délégation du Président,  
certifie le caractère exécutoire du présent  
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le **29 MAI 2017**  
Le Directeur général des services,  
Guillaume Clédière



Le Président,



Michel TEULET